

«Emmanuel Macron ou la politique de la main tendue»



Cette présidence de la main ouverte doit faire face à une armée de poings fermés. - Crédits photo : SAEED KHAN/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Edouard Tétreau ([#figp-author](#))

Mis à jour le 15/05/2018 à 19h58

CHRONIQUE - D'après l'essayiste Édouard Tétreau, jamais l'exécutif n'a été aussi favorable à l'entreprise. Mais la bonne volonté d'un président réformateur se heurte aux blocages de minorités attachées à des privilèges obsolètes.



*Édouard Tétreau - Crédits
photo : Fabien Clairefond*

Ce mois de mai 2018 marque **le premier anniversaire d'une présidence**

(<http://www.lefigaro.fr/politique/2018/05/11/01002-20180511ARTFIG00305-macron-prepare-deja-la-suite-de-son-quinquennat.php>) inédite où la droite, la gauche et le centre travaillent main dans la main au difficile redressement du pays. Mais cette présidence de la main ouverte doit faire face à une armée de poings fermés.

Surgit d'abord le poing fermé ganté de noir **des casseurs**

(<http://www.lefigaro.fr/international/2018/05/01/01003-20180501ARTFIG00203-qui-sont-les-black-blocs.php>). Ceux qui veulent indifféremment «casser du flic» ou des devantures: pour les black blocs sans visage ni projet, le prix d'une vie humaine, l'intégrité d'un corps, l'équilibre de la famille d'un gendarme ou d'un policier ne valent pas davantage qu'une devanture de fast-food.

À l'autre bout du spectre se dressent les poings en or massif des pilotes de ligne d'Air France. Ceux qui préfèrent tuer une entreprise de 80.000 personnes, vitrine de la France dans le monde, plutôt que de renoncer à des revendications salariales hors de toute proportion et légitimité.

Apparaissent ensuite les poings terreux des zadistes de Notre-Dame-des-Landes, n'ayant pas d'autre projet que d'occuper et d'abîmer des terres qui ne leur appartiennent pas.

À côté d'eux, voici les poings rougis des Insoumis, ces nouveaux révisionnistes qui refusent la légitimité de l'élection présidentielle et rêvent de faire de la France **un autre Venezuela, ce pays aux 15.000 % d'inflation, aux libertés publiques et individuelles bafouées, aux élections truquées, et où la famine règne**

(<http://www.lefigaro.fr/international/2017/04/25/01003-20170425ARTFIG00057-le-venezuela-s-enfonce-dans-la-crise.php>). On ne compte plus les poings usés de ceux qui veulent prolonger dans le XXIe siècle leurs rentes du XXe siècle. Ceux qui tiennent pour négligeable la détresse d'un pays où 20 % des 18-29 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté ; où 2 millions de jeunes de moins de 25 ans n'ont ni emploi, ni diplôme, ni formation (ceux qu'on appelle les «NEET») ; où le terrorisme islamiste a fait ce week-end une 245e victime depuis 2015 ; où les prochaines vagues de migrants vont venir tester notre identité et nos valeurs: notre capacité à accueillir l'autre tout en restant nous-mêmes.

À l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, le pouvoir tend la main à ceux qui ont la capacité de faire ou de défaire la France au XXIe siècle.

Face à tous ces poings levés et fermés, complices objectifs de ceux qui veulent mettre la France à terre, que fait le nouvel exécutif, inlassablement depuis un an? À l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, le pouvoir tend la main à ceux qui ont la capacité de faire ou de défaire la France au XXI^e siècle. La main est grande ouverte vers les salariés comme les chefs d'entreprise, avec un «New Deal» fiscal et social. Jamais l'exécutif n'a été aussi favorable à l'entreprise, à la création et à la circulation des richesses en France, sans doute depuis Napoléon III: les créations d'emplois vont-elles pour autant suivre en masse? La participation des salariés, notamment dans les PME, va-t-elle suivre? Ou le capital, frileux, va-t-il rester attentiste?

Allemagne, États-Unis et Église de France

En dehors du champ économique, trois partenaires majeurs, sans doute les plus structurants du devenir du pays, ne savent pas quoi faire de la main tendue du président. Il s'agit de l'Allemagne, des États-Unis et de l'Église de France. L'Allemagne d'Angela Merkel, telle une poule devant un couteau, ne fait toujours rien des propositions françaises, pourtant pertinentes et urgentes, d'une refondation de l'Europe et de l'affirmation de sa puissance, notamment budgétaire et militaire.

Que dire de la main tendue du président français vers l'Amérique de Donald Trump, pour protéger l'imparfait mais nécessaire accord sur le nucléaire iranien, sauver les accords de Paris, éviter une guerre commerciale mondiale et tenter de maintenir un ordre international que les puissances rivales de l'Occident veulent faire voler en éclats? Cette main ouverte vers notre principal allié a été repoussée avec la force d'un aliéné. Nous en mesurons, hélas, déjà les conséquences pour la paix dans le monde, en particulier au Proche-Orient.

Enfin, comment ne pas voir que la main tendue, historique, du président vers les catholiques, à l'occasion du discours aux Bernardins du 9 avril 2018, n'a toujours pas été saisie par la tête de l'Église de France?

Enfin, comment ne pas voir que la main tendue, historique, du président vers les catholiques, à l'occasion du discours aux Bernardins du 9 avril 2018, n'a toujours pas été saisie par la tête de l'Église de France? Une hiérarchie catholique timorée, doutant d'elle-même au point de nier la double réalité de la France de 2018: celle d'une pratique catholique minoritaire mais renaissante, comme en témoignent le renouveau des vocations et la multiplication des pèlerinages ; et celle d'un pouvoir exécutif qui dit aux

catholiques, en substance: «Si vous aussi, vous vous repliez sur vous-mêmes et faites sécession, comment relever ce pays, alors que vous en êtes la sève, la structure et l'âme depuis des siècles?»

Une critique monte, *mezza voce*, sur un exercice qui deviendrait toujours plus solitaire du pouvoir actuel. Mais à qui la faute? À celui qui tend la main, envers et contre tout, et cherche à réconcilier une France fracturée de toutes parts? Ou à ceux qui ferment le poing, se bouchent les oreilles et rêvent de conflits, de violences et de sécession?

Ultima ratio regum. Dans la Cour d'honneur des Invalides, où résonne encore l'hommage du président à Arnaud Beltrame, héros français, catholique et républicain, la devise chère au cardinal Richelieu s'inscrit sur les canons de Louis XIV. Alors que les tensions montent en France et dans le monde, que le terrorisme islamiste n'a pas dit son dernier mot, la force militaire, ce «dernier argument du roi», reste à la disposition d'un président qui cherche encore, par tous les moyens, à préserver pacifiquement l'unité du pays. Mais si les circonstances devaient s'aggraver davantage, qui s'étonnera que cette main ouverte se fasse beaucoup plus ferme contre les adversaires de l'unité du pays, à l'intérieur comme à l'extérieur?

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 16/05/2018. **[Accédez à sa version PDF en cliquant ici](http://kiosque.lefigaro.fr/e-figaro/2018-05-16)**
(<http://kiosque.lefigaro.fr/e-figaro/2018-05-16>)



Edouard Tetreau
